

## **Plaidoyer pour une grève étudiante qui intègre les intérêts des travailleurs**

Malheureusement, je ne peux pas être présent pour l'assemblée générale parce que j'ai une activité obligatoire de mon programme d'étude. Donc, j'espère que ce texte, écrit un peu tardivement, va se rendre jusqu'à vous avant que vous votiez la campagne d'information et le mandat de consultation pour la grève générale illimitée.

Lors du dernier budget 2011-2012, le gouvernement annonçait que les principales mesures du budget 2010-2011 se maintenaient, mais aussi qu'il allait y avoir de nouvelles hausses pour les étudiants et les travailleurs. Rappelons-nous, le budget de 2010-2011 prévoyait une hausse de la TVQ, une hausse de la taxe sur l'essence, une contribution santé de 200\$, un ticket modérateur pour chaque consultation médicale et une hausse de la prime d'assurance médicament publique. Finalement, le gouvernement n'a laissé tomber que le ticket modérateur pour la santé. Ensuite, pour le budget 2011-2012, le gouvernement a annoncé des hausses de droit de scolarité et une augmentation du pourcentage (de 9,9% à 10,8%) de notre paie de travail consacré au régime des rentes du Québec. De plus, le ministre Bachand annonçait par la même occasion que les travailleurs qui allaient prendre leur retraite avant 65 ans allaient avoir des pénalités monétaires, c'est-à-dire qu'ils allaient avoir droit à un montant plus bas que s'ils avaient continué à travailler jusqu'à 65 ans. Ainsi, c'est encore les moins riches qui paient la facture parce que ce sont les travailleurs moins fortunés qui ont absolument besoin du régime des rentes du Québec. Au fil des années, le fardeau fiscal des grands capitalistes, c'est-à-dire des banquiers, des grands actionnaires et des patrons, diminue tandis que le fardeau de la classe populaire, c'est-à-dire des travailleurs, sans emploi et de la majorité des étudiants augmente.

Et puis? Où est que je veux en venir? Une définition politique du corporatisme désigne une attitude qui ne consiste qu'à défendre les intérêts de son organisation ou de son groupe social. À mon avis, les étudiants sont un groupe social. Je tiens à être clair. Je suis contre la hausse des frais de scolarité, mais pourquoi nous limiter à contester

seulement la hausse quand le gouvernement attaque les conditions de vie de l'ensemble de notre classe sociale, c'est-à-dire de la classe populaire, de la classe des travailleurs et des sans-emploi, de la classe ouvrière ou peu importe le nom que vous lui donnez. La majorité des étudiants du cégep sont nés dans cette classe sociale et vont y rester. Quand le mouvement étudiant affirme que l'éducation concerne l'ensemble de la population, je suis d'accord. Le contraire est également vrai. Quand la majorité du peuple subit les politiques régressives d'un gouvernement, la jeunesse doit se positionner. Elle doit être une voix, parmi d'autres, qui légitime et amplifie le mécontentement populaire. Dans cette optique, je crois que nous devons dépasser nos intérêts de groupe social, sans les laisser de côté, et adopter des intérêts de classe sociale. Ainsi, notre grève devrait se positionner contre le budget Charest et pas seulement contre la hausse des frais de scolarité. Ceci ne veut pas dire que nous abandonnons nos revendications spécifiquement étudiantes, mais plutôt que nous élargissons notre discours et intégrons des revendications en conséquence.

Marc-André Labrèche

Étudiant en techniques de travail social